Les premiers de cordée ou celles et ceux sans qui la société s'écroule ?

Des premiers de cordée…

La situation de pandémie du coronavirus (SARS-CoV-2) est historique et secoue le monde entier, et la France en particulier. Ici, les actions du gouvernement sont criminelles : tergiversation, inaction, liquidation des stocks, amateurisme, effet de communication, etc. les fautes sont bien trop nombreuses. Cela est directement lié à leur axe politique : c'est un gouvernement au service du système capitaliste. Leur axe central n'est pas tant de sauver des vies, mais plutôt de « limiter » la casse humaine et surtout d'éviter que l'économie s'écroule.

L'ultralibéralisme de Macron a été incarné par son expression des « premiers de cordée ». Pour le président ce sont ceux qui, parce qu'ils sont patrons, hauts fonctionnaires, cadres à haut postes, en somme, ceux qui font partie des classes exploiteuses, tirent la société française vers le haut. Évidemment avec cette vision du monde, le sort des plus exploité·e·s, des plus opprimé·e·s, des précaires, des chomeurs/ses, des petites gens, des "sans-dents", des petites mains n'est pas important, de toute façon, si l'économie va tout va… Et en tant de crise économique (que le coronavirus a accéléré seulement), ce sont ces gens là qui sont les premières cibles des contre-réformes faites pour redresser l'économie (loi travail, réforme de l'assurance chômage, CAP2022, réforme ferroviaire, réforme des retraites, etc.).

… à celles et ceux qui sont tout !

Oui, mais est survenue la crise sanitaire mondiale due au coronavirus ! Et, si celle-ci est désastreuse, et qu'elle est gérée par le gouvernement pour limiter la casse économique, elle permet de mettre en lumière l'ignominie des classes dirigeantes. En effet, aujourd'hui, les «premiers de cordée» autre que les médecins, n'ont que peu d'utilité. Pour que la société continue à fonctionner en temps de crise sanitaire aussi importante, il faut que les petites mains (principalement des femmes) de notre monde aillent en première ligne et travaillent d'arrache pied pour qu'on puisse être soigné·e, qu'on puisse manger, qu'on puisse se déplacer.

Mais qui des caissier·e·s, que les réformes de Macron ont permis de toujours plus

exploiter ; qui des infermier·e·s, que les gouvernements n'ont cessé de mépriser en détruisant minutieusement le système de santé français ; qui des conducteurs/trices de métro et de RER, que les gouvernements n'ont cessé de toujours essayer de casser leur statuts ; qui des éboueurs/ses ; qui de tou·te·s ces exploité·e·s n'a jamais eu la moindre reconnaissance de la part des gouvernements depuis des dizaines d'année ??? La réalité peut enfin apparaître les métiers les plus essentiels sont les plus maltraités.

Plus que de la reconnaissance, des conditions de vie dignes pour toutes et tous

Évidemment, le travail abattu par les infirmier·e·s, les caissier·e·s, les conducteurs/trices de bus/métro/RER, est énorme et salutaire. La solidarité envers ces travailleurs/ses là est indispensable et les applaudissements à 20h sont un beau symbole. Cependant, il faut rester vigilant·e : ce qu'il faut pour que ces travailleurs/ses là puissent faire leur travail en sécurité, et dans de bonnes conditions, ce sont des moyens. Malheureusement, quand le gouvernement et autres administrations ont l'indécence d'appeler à participer à ces moments de remerciement symbolique, alors cela pose problème. En effet, ce sont les derniers gouvernements qui ont asphyxié les hôpitaux, ont détruit les services publics, ont détruit le code du travail. Ce sont aussi des décisions politiques qui font fermer des hôpitaux et des maternités. De plus, il faut aussi apporter notre solidarité aux caissier·e·s, éboueurs/ses, routier·e·s, etc.

Dès lors que le gouvernement vient mettre son sale nez dans cette solidarité spontanée, il devient encore plus nécessaire de la politiser. Il nous faut donc accompagner ces applaudissements de discours et de slogans politiques revendiquant des moyens, des hausses de salaires, etc.

Plus généralement, on s'aperçoit dans cette crise sans précédent que tout un tas de services, aux mains de grand groupes capitalistes, sont vitaux pour le fonctionnement de la société, et reposent sur des travailleurs/ses sur-exploité·e·s. Ces services là, de la grande distribution, aux éboueurs/ses, etc. tout ce qui fonctionne encore dans un pays presque confiné comme la France, est en réalité un service public !

Ainsi, et en opposition frontale avec les politiques néolibérales des dernières décennies, il est plus que nécessaire de renforcer les services publics et de les extraire de la recherche de profit. Ces services là doivent exister, non pas pour qu'une minorité s'enrichisse, mais pour répondre aux besoins de toute la population. De même, il est assez fou que, dans la situation actuelle de crise sanitaire, des industries comme la production de masques et de tests fassent des profits sur le matériel minimal dont on devrait disposer pour contrer l'épidémie. Ces industries doivent être réquisitionnées pour planifier leur production. Plus généralement le profit capitaliste n'a plus sa place dans notre situation confronté aux conséquences des destructions du capitalisme. Le réchauffement climatique (ou plutôt le dérèglement) va à court terme nous pose des problèmes du type que celui que nous affrontons. Nous avons donc besoin de changer de modèle économique, de le rendre plus juste plus solidaire plus écologique et le

capitalisme par définition ne peut répondre à ces missions. Il est en train de nous le montrer en s'écroulant et en créant du chômage et des injustices en masse.

Un gouvernement pour les exploité·e·s et les opprimé·e·s et par elles et eux !

Le gouvernement français gère donc la crise pour limiter la casse économique. C'est son objectif principal. Ce sont leur profit avant nos vies ! D'un côté il faut se confiner, mais d'un autre, il faut aller travailler. Les manquements sont extrêmement graves !

Mais cela découle directement de leur mode de penser : l'économie capitaliste avant tout. Si nous, les exploité·e·s, les opprimé·e·s, les exclus de ce monde dégueulasse, nous voulons que nos vies, nos conditions de vies, soient bonnes, soient justes, et que les services, la production, l'éducation, etc. satisfassent nos besoins, alors il faudra mettre fin à ce système économique.

Il faudra que par la mobilisation massive, nous arrivions à le renverser pour imposer un gouvernement des exploité·e·s et des opprimé·e·s qui agit pour les intérêts du plus grand nombre. La production et les services doivent être organisés par les travailleurs et les travailleuses eux mêmes. C'est cela une vraie démocratie. À la démocratie représentative privatrice, nous opposons une démocratie directe, un communisme auto-gestionnaire, qui renverse les objectifs : à la recherche du profit, nous opposons la satisfaction des besoins des exploité·e·s.

Lucas Battin, le 28 mars 2020